

• (1710)

Ça, on n'en parle pas. On dit qu'il faudrait contrôler les prix, ce qui suppose le contrôle des salaires, le contrôle des profits, bref, le contrôle de tout, comme cela se faisait pendant la guerre, et pour les deux années qui ont suivi, je crois. On contrôlait les prix, parce qu'on craignait de manquer de marchandise, et l'on distribuait des coupons. Alors, il faudrait encore retourner à la pratique des coupons. Si l'on fait une sélection des produits, on va retourner à l'utilisation des coupons. Or, le coupon, croira-t-on que c'est respectueux de la personne humaine? On n'a juste pas le coupon de rationnement aux besoins des estomacs. Non, on fait le coupon de rationnement, puis après cela, on essaie de le ajuster à ce que permet d'acheter ce coupon. Ça, ils ne le comprennent pas. Prenons les ouvriers qui travaillent à la mine Noranda, dans le trou. A certains, il faut quatre sandwichs pour se repaître. Par contre, certains autres qui travaillent au même endroit, un sandwich, il en a assez. Mais les néo-démocrates disent: Non, ce n'est pas correct, tout le monde doit être traité également. Donnons un sandwich à tout le monde. Celui qui en a besoin de quatre crève de faim. Toi, le petit, qu'on te limite à trois, donnons-en trois à tout le monde. Tu n'as pas faim, mange, c'est le gouvernement qui décide.

Monsieur l'Orateur, ces embêtements-là, nous les avons connus au temps de la guerre; je n'en veux pas au temps de paix, mes collègues non plus. Ce que nous voulons, nous, c'est l'amélioration du pouvoir d'achat pour permettre aux consommateurs d'acheter des produits qui sont faits pour eux. Ce n'est pas autre chose que cela. Pendant la guerre, le prix de toutes les choses était contrôlé: celui des confitures, des autos, de la viande, du beurre, du thé, du café, etc. Qu'est-ce que cela a donné? Des embêtements à tout le monde.

Monsieur l'Orateur, l'escompte compensé au consommateur, ne doit pas être financé par des taxes. Quand on en a déjà assez, ce n'est pas le temps de taxer davantage. L'escompte compensé doit être financé par la Banque du Canada. Le gouverneur a les moyens d'augmenter les taux d'intérêt; il l'a fait, il y a quelques jours. On donnera des ordres au gouverneur pour qu'il subventionne la consommation. Au lieu d'être un fabricant d'intérêt, de dettes, de taxes, le gouverneur de la Banque du Canada serait le serviteur du peuple canadien et non pas celui des banques à charte du Canada.

Monsieur l'Orateur, voilà la solution préconisée et répandue par les créditistes. Certains trouvent encore cela drôle parce que la question financière les renverse. Le Crédit social, dit-on, va créer l'inflation, etc. Elle existe déjà, l'inflation; on connaît l'augmentation des prix et tous les autres embêtements. Le Crédit social n'est pas appliqué, au Canada, mais un régime rouge semblable au régime bleu d'il y a quatre ou cinq ans. C'est partout pareil au Canada: les premiers ministres, des hommes prestigieux, des gars capables, vont à quatre pattes à New York endetter les provinces, endetter le pays, et c'est normal! Qu'ils aillent donc debout, comme des hommes, chez le gouverneur de la Banque du Canada lui dire: Monsieur le gouverneur, vous êtes un employé de la Banque du Canada qui appartient au peuple canadien, vous allez faire ce que nous allons vous dire et non pas ce que les financiers vous disent de faire. On en arriverait alors à une solution. Mais ils ont tous trop peur d'en parler. Pourquoi? Je ne le sais pas. Parlons de toutes sortes de choses, sauf de la véritable raison pour laquelle les Canadiens ont des problèmes, au Canada. C'est drôle, mais si une guerre éclatait demain matin, il n'y aurait plus

Prix de l'alimentation

de problèmes. La finance serait présente aussi vite que les canons seraient disponibles; la finance serait là, bien mal-léable, et l'on ne manquerait de rien. On parle de la pollution, et de ce qu'il en coûte pour la combattre. Les Américains disent que cela va coûter cher, qu'ils dépensent, pour combattre la pollution, la moitié de ce qu'ils ont dépensé pour aller sur la lune; le problème de la pollution serait vite réglé en Amérique du Nord. Il était toutefois plus important d'aller niaiser sur la lune pour ne rien voir que d'établir un système sur la terre pour permettre aux êtres humains de vivre comme des êtres humains doivent et peuvent vivre dans des pays où règne l'abondance. On s'apitoie sur le sort réservé au tiers-monde, et avec raison, mais on a peur de s'apitoyer sur le sort fait à la population canadienne.

Monsieur l'Orateur, le temps approche où l'on changera d'attitude. On regardera du côté des créditistes pour favoriser l'initiative personnelle, pour aider l'entreprise privée, afin de développer notre pays au maximum, afin d'aider les Canadiens et aussi tous les autres qui ont besoin de nous.

Monsieur l'Orateur, nous assisterons, dans notre pays, à des troubles que bien d'autres pays ont connus. Et quand nous vivrons ces troubles-là, la camisole de force nous sera imposée comme cela existe dans les pays socialistes où le gouvernement décide pour tout le monde, où les gens ont même peur d'exprimer franchement leur opinion, où ils ont toujours peur d'être pris à défaut par des organismes de police gouvernementaux. Et quand nous en serons rendus là, nous regretterons de ne pas avoir fait quelque chose quand nous en avions encore le droit, la liberté et le pouvoir. Il sera alors trop tard, parce qu'on n'aura pas voulu se servir de sa tête pour effectuer les changements qui s'imposaient.

Monsieur l'Orateur, allons-nous attendre d'avoir les bombes avant d'agir, avant d'étudier les véritables solutions. Il ne s'agit pas de créer d'autres problèmes, de solutionner quelque chose en créant des problèmes pires que ceux que nous connaissons. Le contrôle des prix serait pire que ce qui existe déjà. On restreindrait l'initiative des gens et des entreprises privées, et cela n'augmenterait pas du tout les services de l'État. L'État demeurerait une organisation fonctionnant de 9 à 5, alors que dans l'entreprise privée, l'employé doit travailler 18 heures par jour. Essayons de faire travailler un bureaucrate jusqu'à 23 heures, pour voir comment il travaille. Il travaille à reculons, en «sacrant après» le gouvernement.

Hier, dans une salle à manger, on se lamentait en disant qu'il était difficile de travailler là, que cela ne payait pas suffisamment. Je dis alors: quand on n'est pas content de travailler quelque part, on va travailler ailleurs. C'est aussi simple que cela.

Ceux qui «braillaient» pour avoir le «job» font la grève après qu'ils l'ont obtenu. Il est aussi intelligent que cela le régime du Nouveau parti démocratique, n'importe où.

On pleure, on veut travailler; après avoir obtenu du travail on se prépare et on fait la «picket line» pour ne pas y retourner.

Monsieur l'Orateur, quand on en est rendu là dans un système pareil, on a l'air pas mal fou. Et dire qu'il existe toutes sortes de choses en abondance pour soulager l'ensemble de la population, pour aider tout le monde, pères et mères de famille, jeunes gens, enfants; de tout cela, la famille canadienne en a amplement. Qu'est-ce qui manque au Canada? Le pouvoir d'achat, pas autre chose! Manque-t-il d'automobiles, non! De quoi manque-t-on? De service? Non! Manquons-nous de médecins? Non, nous en